CHRONIQUE D'UN PROCÈS SOUS HAUTE TENSION

N° 749 DU 27 JANVIER AU 2 FÉVRIER 2017

TEL QUEL

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : AICHA AKALAY

www.telquel.ma

RÉVÉLATIONS

QUAND LA CIA SURVEILLAIT HASSAN II

20 DH. 3,5 €

PAR **THÉA OLLIVIER** @OllivierThea
ET **NIZAR ZOUGGARI IDRISS** @MoucheArabi
PHOTOS TIRÉES DE L'OUVRAGE DE MOHAMED MARADJI **LES TROIS MONARQUES**

Révélations

QUAND LA CIA SURVEILLAIT HASSAN II

Le défunt roi figure en bonne place dans les centaines de milliers de documents qui viennent d'être rendus publics par l'agence de renseignement américaine. Jusque-là secrets, ces rapports dessinent l'image qu'avaient les États-Unis du monarque.

Parmi les 930 000 documents, classés *secret* ou *confidentiel*, mis en ligne par la CIA le 18 janvier, il suffit de taper "King Hassan II" dans le moteur de recherche pour voir surgir 23 000 références, et en sus, des milliers de mémorandums, conversations, câbles diplomatiques et notes qui informent sur le regard qu'avaient les États-Unis sur le défunt roi et son royaume, le Maroc. Des documents expurgés des détails trop personnels afin de protéger les sources de la CIA, justifie l'agence. Mais tout de même pleins de reliefs.

Au début du règne de Hassan II, la CIA s'inquiétait de son rapprochement possible avec l'URSS car, roi d'un pays nouvellement indépendant, il aurait pu verser dans le non-alignement, avant de prêter une oreille attentive à Moscou. Un bref rappel dans ces documents datés des années 1970 et courant jusqu'à 1988, qui racontent davantage une période inscrite dans la guerre froide. Un moment de l'histoire où tous étaient appelés à choisir leur camp. Hassan II, lui, tout en s'arcboutant sur les États-Unis, prenait des libertés avec Washington, car il avait pour objectif diplomatique essentiel la reconnaissance de la marocanité du Sahara. L'agence en a pris note, comme elle avait constaté bien avant que Hassan II en avait fini avec l'opposition de gauche. Elle a donc passé au crible la nature d'un régime qui n'avait plus de concurrent. Et les interrogations sont devenues plus personnelles, comme le régime. Qui succéderait à Hassan II ? Qui étaient les hommes forts qui l'entouraient ? Qui, parmi eux, pouvait être une menace pour le roi ? Des questions qui, pour les États-Unis, devaient avoir pour une seule réponse, fil rouge de tous les documents déclassifiés concernant le Maroc : Hassan II devait être un fidèle allié, soutien de Washington au Maghreb et au Moyen-Orient. ■

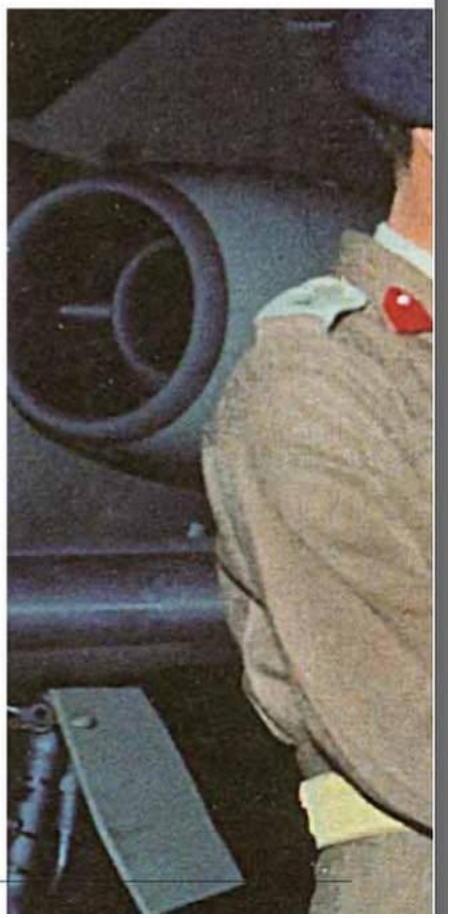
Hassan II-Kadhafi
LES ENNEMIS JURÉS

La CIA était tout ouïe quant aux échanges récurrents et virulents entre le souverain et le "guide de la révolution libyenne". L'agence de renseignement a tendu l'oreille de manière beaucoup plus marquée en 1984, année où les relations entre le Maroc et les États-Unis connaissent un coup de froid. En cause, la signature à Oujda, et à la surprise de Washington, d'un traité d'union entre le royaume et la Libye. Un mini-Maghreb arabe uni qui déplaît aux Américains.

Le colonel Kadhafi attaque sans ménagement son rival nord-africain, Hassan II. En mars 1973, un télex de la CIA rapporte que le leader libyen critique ouvertement et frontalement le roi du Maroc, de treize ans son aîné. *"Le colonel Kadhafi a qualifié les rois en général et les rois arabes en particulier de lunatiques. Il a cité le Maroc et la Jordanie en exemple :* 'Ceux qui sont maintenant des rois ou des princes couronnés sont des malades mentaux'", détaille l'ambassade américaine à Rabat dans un message adressé au secrétariat d'État américain. Dans un contexte de guerre froide, les États-Unis surveillent alors de près les relations tendues du Maroc avec son voisin libyen, chantre du panarabisme qui affiche ouvertement son antimonarchisme et son socialisme.

Ces tensions entre Hassan II et Mouammar Kadhafi atteignent leur paroxysme le 27 février 1976, jour de la proclamation de la RASD par le Polisario, en partie armé par le chef d'État libyen. Kadhafi exprime son désaccord quant à la solution militaire appliquée par Hassan II dans une lettre virulente adressée au roi et interceptée par la CIA : *"Si vous étiez en train de combattre des séparatistes dans votre royaume, nous aurions été avec vous. Si vous étiez en train de combattre des colonialistes dans le Sahara, nous aurions été avec vous. Mais pour combattre des gens qui disent non, nous ne pouvons pas être avec vous"*. Des propos acerbes qui fixent la ligne de conduite libyenne sur la question du Sahara.

En 1984, Hassan II signe, à Oujda, un accord politique et économique avec la Libye. Le Maroc espère ainsi que la Jamahiriyah retire son soutien au Polisario. Le roi prend alors le risque de se brouiller avec les Américains : il adopte un nouveau ton et exprime sa *"consternation"* face à leur *"obsession"* de Kadhafi, lors d'un



entretien musclé avec le sénateur républicain Kasten, le 13 décembre 1984, rapporté dans un câble diplomatique. Tacticien et pragmatique, Hassan II dédiabolise par intérêt celui qui était son ennemi. *"Kadhafi n'est pas responsable de tout le terrorisme du monde"*, s'émeut le monarque en s'adressant au sénateur. Ce rapprochement surprise alarme Washington. Les services de renseignement américains s'inquiètent d'un *"virage de la politique étrangère du Maroc qui pourrait ne pas coïncider avec les intérêts des États-Unis, notamment par des liens plus étroits avec l'Europe orientale et l'Union soviétique"*. Une menace, alors que Washington estime que le Maroc est l'un de ses alliés les plus sûrs dans le monde arabe.

Kadhafi aurait tenté d'assassiner Hassan II en 1987

Le roi recevant Kadhafi le 21 décembre 1969, lors du sommet arabe à Rabat.

Le 19 décembre 1984, Hassan II demande au sénateur Kasten de rapporter ses propos exacts au président américain, Ronald Reagan : il souhaite que ce dernier fournisse plus d'aide matérielle au royaume. *"Les États-Unis savent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent au Maroc"*, rappelle Hassan II en listant tout ce qu'il leur a offert. Même s'il reconnaît la relation étroite avec Washington, il est *"déçu de noter que cette amitié est rarement récompensée de façon équivalente"*. Kasten note que le roi n'a jamais été *"aussi tendu et impatient"* sous la pression de la guerre au Sahara. *"Sous un tel stress, Hassan II est enclin à agir comme un chef de clan tribal, bédouin, berbère et francophone qu'il est"*. Il soupçonne alors le roi d'utiliser l'alliance avec Kadhafi et la menace du rapprochement avec l'URSS pour négocier une aide supplémentaire.
En 1986, dans un autre document interne de la CIA, les États-Unis anticipent l'effondrement de l'accord entre Hassan II et Kadhafi. Ils voient juste : quelques mois plus tard, c'est la fin de l'union entre le Maroc et la Libye. À nouveau ennemi de Hassan II, Kadhafi aurait même tenté d'assassiner le roi en 1987. ■

Le roi et Ronald Reagan, dans la propriété privée du président américain, le 20 mai 1982.

UN ALLIÉ QUI SE SURVEND

Hassan II se targuait d'être un allié militaire incontournable des États-Unis. Un rôle important certes, mais exagéré par Rabat, selon la CIA. C'est que l'agence craint une volte-face du roi, qui a fait du Sahara et de la position de ses alliés sur la question son seul baromètre diplomatique.

"*La coopération stratégique Maroc-US contribue directement à la domination des forces américaines en Méditerranée*". Cette phrase apparaît dès les premiers mots d'un rapport sur l'accord de 1982 renforçant la coopération militaire entre les deux pays, et évaluée en 1984 par l'agence américaine. En pleine guerre froide, les intérêts américains au Maroc reposent largement sur sa "*situation géographique stratégique*". Le royaume autorise alors les navires militaires américains à jeter l'ancre dans ses ports méditerranéens et atlantiques. Les Américains apprécient d'ailleurs les positions de Hassan II, qui rejoignent "*celles de Washington*". Le roi met en œuvre des politiques ayant "*assisté les objectifs américains et se dressant contre les visées soviétiques dans la région*". Au Proche-Orient, dans les pays arabes ou en Afrique subsaharienne, la CIA considère que "*l'amitié marocaine a été particulièrement utile*".

Du côté de Rabat, la coopération militaire devait être la dernière étape lui permettant de défaire le Polisario et de prendre le leadership régional face au rival algérien. Une idée fausse pour le consul américain au Maroc de l'époque : "*Il existe une idée largement répandue selon laquelle ce partenariat permettrait au Maroc de défaire le Polisario*".

Une vision "*irréaliste*" partagée par les analystes américains. Pour reprendre leurs mots, cette "*mésentente est nourrie par la perception marocaine exagérée des capacités américaines, mais également de l'importance de Rabat auprès de Washington*". En clair, le Maroc est un allié important, mais sans doute beaucoup moins qu'il ne le croit. Le rapport rappelle à plusieurs reprises que les liens entre les deux pays sont "*bons, mais fragiles*", puisque la politique étrangère du royaume est largement conditionnée par le conflit au Sahara. Hassan II étant plus pragmatique qu'idéologue, la CIA craint qu'il réévalue sa position vis-à-vis des États-Unis. Selon eux, il n'hésiterait pas à adopter des politiques hostiles dès qu'il sentira le vent tourner dans la "*neutralité pro-marocaine*" des États-Unis. ■

QUI LUI SUCCÉDERA ?

Quelques années après l'indépendance du Maroc, les États-Unis se sont interrogés sur l'avenir de la monarchie suite au décès prématuré de Mohammed V. Des décennies plus tard, la question était toujours d'actualité sous Hassan II pour l'agence de renseignement américaine. Elle s'est demandé qui de ses deux fils, Sidi Mohammed et Moulay Rachid, lui succéderait.

Au lendemain de la mort de Mohammed V, le 26 février 1961, la CIA se préoccupe déjà pour la stabilité du pays. L'agence s'inquiète alors de la montée en puissance de l'UNFP : *"Cette organisation est un groupe fort et nationaliste de gauche"*, dirigé par des personnalités *"qui n'ont que peu de respect pour Hassan II et sont prédisposées à transformer le Maroc en une république"*. Le groupe sera évincé en quelques années du pouvoir par le roi ? Cela ne rassure pas pour autant Washington qui, en pleine période de non-alignement pour les anciennes colonies et de guerre froide entre les États-Unis et l'URSS, craint un rapprochement entre Rabat et Moscou. Le bulletin de la CIA classé "top secret" se méfie du nouveau monarque qui a initié un accord économique lors de la visite du président soviétique Brejnev au Maroc au début du mois de février 1961. *"Il est possible qu'il fasse d'autres arrangements avec le bloc sino-soviétique"*, préviennent les services de renseignement.

Vingt ans plus tard, au début des années 1980, la CIA se préoccupe, dans une note interne, de la succession de Hassan II. Si l'hypothèse d'une abdication est rapidement écartée, l'option de la mort du roi de 52 ans d'une maladie ou d'un assassinat est prise au sérieux. Sidi Mohammed, reconnu comme étant le prince héritier, devrait donc prendre la suite même si le document relève sa rivalité avec son frère de douze ans. *"Il est toujours possible que Moulay Rachid, adulte, pourrait essayer d'usurper le trône, surtout si Sidi Mohammed se montre incompétent ou que Moulay Rachid devienne jaloux du pouvoir de son frère"*, mentionne la CIA. Dans les autres scénarios possibles, les Américains évacuent vite la possibilité d'un nouveau coup d'État, mais ils cherchent tout de même à identifier les hommes forts qui accompagneraient la passation de pouvoir entre Hassan II et son fils. Washington focalise sur la confrontation entre le général Dlimi et le ministre de l'Intérieur Driss Basri, qui pourrait réduire le pouvoir du prince Sidi Mohammed. Malgré les manifestations de 1981, la CIA ne craint pas les actions des mouvements de gauche ni des partis politiques comme l'USFP, à qui elle prédit des difficultés pour s'imposer face à la monarchie. Faute d'un *"leader charismatique"*, il est aussi très peu probable que les fondamentalistes religieux prennent le pouvoir en cas de décès de Hassan II. ■

Le roi avec les princes Sidi Mohammed et Moulay Rachid, le 3 mars 1985 à Laâyoune.

LES LIEUTENANTS DLIMI ET BASRI

Suite aux deux coups d'État de 1971 et 1972, les États-Unis s'appliquent à identifier les hommes forts proches de Hassan II. Ahmed Dlimi, bien évidemment, en tant que numéro 2 du régime depuis les années 1970. La CIA pond des rapports où elle souligne l'influence qu'il a auprès de Hassan II et son pouvoir au sein de l'armée. Et s'inquiète d'un possible nouveau putsch dont Dlimi pourrait être l'instigateur.

Ahmed Dlimi et Driss Basri, les numéros 2 de Hassan II.

Deux ans après le coup d'État de 1972 contre Hassan II, la CIA fait le bilan des mesures sécuritaires et de la purge effectuée dans l'armée par le roi du Maroc. Les États-Unis estiment qu'une nouvelle tentative de putsch est peu probable tant qu'aucun leader militaire ne se détache et que l'armée reste fidèle au roi. Les États-Unis se méfient tout de même du général Dlimi. Selon eux, celui qui sera l'un des acteurs principaux de la répression durant les années de plomb est le seul puissant du régime possédant *"une position d'autorité qui lui permettrait de manigancer ou faciliter un coup d'État"*. Mais, en 1974, année de ce constat, il n'y a pas encore péril en la demeure pour la CIA, qui ne relève aucun signe de désamour entre Dlimi et Hassan II.

Ahmed Dlimi décède le 22 janvier 1983 dans un accident de voiture à Marrakech. Malgré les circonstances troubles de cette mort, les câbles de la CIA s'en tiennent à la version officielle : *"La mort accidentelle du général Dlimi, le conseiller militaire et de renseignement du roi, ne devrait probablement pas avoir un effet majeur sur les affaires internes ou externes du pays"*. Dans les commentaires, l'agence de renseignement est préoccupée par une urgence, immédiate selon elle : le défi de Hassan II sera de trouver un autre homme qui aura *"le rôle de protecteur de la monarchie"* au moment de sa succession.

Dans un autre document datant d'avril 1983, un attaché de défense américain rapporte que les militaires proches de Dlimi ont été *"secoués"* par la mort du général et que le roi a dû réagir face à une menace. *"Plusieurs officiers et un commandant de troupes basés au Sahara 'occidental' ont récemment été arrêtés"*, explique-t-il. La mort mystérieuse du numéro 2 des FAR a renforcé le pouvoir du ministre de l'Intérieur, Driss Basri, sur lequel Hassan II s'est encore plus appuyé. Les États-Unis ont enregistré ce fait, classant Basri comme le nouveau deuxième homme fort du Maroc après le roi. Selon les Américains, le fait que le ministre de l'Intérieur ne soit pas issu de l'armée est bien la preuve que Hassan II veut désormais avoir une alternative et un contrepoids aux militaires, auxquels il ne fait définitivement plus confiance. ■

Le 6 novembre 1975, des milliers de Marocains se dirigent vers le Sahara occupé par les Espagnols lors de la Marche verte.

L'AUTONOMIE, SEULE SOLUTION

Douze ans après le déclenchement du conflit entre le Maroc et le Polisario, au lendemain de la Marche verte en 1975, le statu quo prévaut sur le terrain. À l'époque déjà, la CIA ne voit pas d'autre solution durable au conflit qu'un plan d'autonomie du Sahara sous souveraineté marocaine.

Dès 1975, la CIA estime que les forces du Polisario sont *"incapables de défaire militairement l'armée marocaine, mieux équipée"*. Une évaluation qu'elle maintiendra au fil des années. Dans un rapport de 1981 consacré à la viabilité d'un possible État au Sahara, son bilan est sans appel : *"Quelles que soient ses frontières [avec ou sans les régions riches en phosphates], un État du Sahara nécessiterait une assistance internationale substantielle pour ses importations de nourriture et d'hydrocarbures"*. En 1987, la CIA pense déjà que *"la solution diplomatique la plus probable se baserait sur un concept fédéral impliquant la souveraineté de Hassan II sur le Sahara en échange d'un degré d'autonomie pour le Polisario"*. Une solution qui aurait sans doute pu voir le jour dans les années 1980, à un moment où l'économie algérienne est en récession et où le soutien d'Alger à l'indépendance du Polisario n'est plus inflexible.

Le président Chadli Bendjedid et une partie de l'*establishment* militaire algérien sont alors prêts à accepter une résolution pour *"sauver la face"*. La proposition algérienne comprend *"un État semi-indépendant sous drapeau marocain"*. Bendjedid est d'ailleurs, en 1987, vu par les Américains comme un acteur clé dans le règlement du conflit, à un moment où Hassan II *"a moins de raisons de négocier [que Bendjedid], le Maroc contrôlant déjà la plus grande partie du territoire"*.

Seulement, les deux chefs d'État ont des conceptions différentes de l'entité fédérale qui en sortirait. Hassan II estime que l'autonomie proposée au Polisario serait trop importante.

La solution intermédiaire imaginée par la CIA pour rapprocher les positions implique une autonomie sous souveraineté marocaine, avec un parlement régional et un budget autonome, mais abandonnant les pouvoirs régaliens au Maroc. Une proposition qui sonne étrangement familière avec le plan d'autonomie proposé aujourd'hui par le Maroc et considéré par les Nations Unies et la communauté internationale comme la proposition la plus crédible sur la table à l'heure actuelle. ■

LA MONTÉE DE L'ISLAMISME RELIGIEUX

Les États-Unis ont été traumatisés par la révolution iranienne de 1979. Depuis, ils sont obnubilés par la montée du sentiment religieux dans la société marocaine, craignant que le Commandeur des croyants, Hassan II, n'en fasse les frais. À aucun moment, l'agence ne souligne le fait que le roi a introduit le wahhabisme de l'Arabie Saoudite, allié de Washington, pour contrer la gauche marocaine.

En février 1983, une note interne *"Maroc : islam et politique"* décrypte la place de la religion dans le régime marocain. Pour les États-Unis, il n'y a pas de doute : *"La conscience islamique a augmenté au Maroc depuis la révolution iranienne de 1979"*. En Iran, l'arrivée au pouvoir de Khomeiny, guide de la révolution islamique, avait mis fin aux relations diplomatiques entre l'Iran et les États-Unis. *"La fréquentation des mosquées a augmenté et l'esprit du ramadan est inhabituellement fervent"*, selon une source de l'ambassade américaine citée dans le document. Les Américains s'inquiètent alors de la diffusion d'une éducation islamiste, grâce à des écrits d'islam radical venu *"clandestinement de Libye, du Pakistan, de l'Iran et d'Égypte"*.

Alors que *"les leaders du parti socialiste (USFP, ndlr) au Maroc ont été incapables d'organiser une opposition politique qui ait du sens"*, les fondamentalistes musulmans séduisent les jeunes dissidents au ré-

gime de Hassan II, surtout dans les grandes villes du royaume. La Chabiba Islamiya, liée aux Frères musulmans égyptiens, est alors autorisée et légitimée par le régime pour *"contrer les mouvements gauchistes"*. Les Américains ne s'inquiètent pas sur le court terme de ces mouvements religieux. *"La plupart de ces groupes sont petits et ont un manque de cohésion et de coordination"*, se rassurent les États-Unis, qui comptabilisent à l'époque 15 groupes fondamentalistes à Rabat, entre 70 et 80 dans le Maroc pour 45 000 membres.

La commanderie : un pare-feu

"À court terme, Hassan II devrait être capable de contrôler l'extrémisme religieux", estiment les États-Unis. Ils comptent alors sur un régime dont l'islam est lié à une *"tradition de tolérance"*. Selon eux, il est compliqué de vouloir renverser Hassan II sans critiquer l'islam, alors que ce dernier est le *"Commandeur des croyants"*. Les oulémas sont vus comme étant cooptés par le roi et valident ses prérogatives religieuses. *"Les officiels marocains ont l'air au courant du retour islamique actuel"*, juge la CIA, même si elle anticipe que les *"fondamentalistes vont cependant continuer à chercher un rôle plus large dans le processus politique"*.

Essor du PJD

En 1986, la CIA répète ses inquiétudes. Suite aux troubles sociaux du début des années 1980, les mesures autoritaires ont exaspéré la population. *"Nous pensons que les difficultés économiques prolongées et la désaffection politique qui ont été créées ont produit de nouveaux problèmes pour le régime marocain, dont la montée de la droite religieuse"*, estime la CIA, qui observe que la priorité a été mise sur la nécessité de trouver une solution au conflit du Sahara. Et l'agence a plutôt vu juste puisque, dès 1997, le PJD participe au processus électoral. En 2016, Abdelilah Benkirane devient Chef de gouvernement pour la deuxième fois consécutive, confirmant sa position de premier parti du Maroc. ■

Le souverain en tenue saoudienne, avec le roi Fayçal participant à la danse traditionnelle de l'épée.

Insolite.

MAROC, ZONE 51

Les *aliens* ont-ils essayé d'entrer en contact avec le Maroc en juillet 1952 ? La CIA rapporte pas moins de cinq signalements d'objets volants non identifiés (OVNI) au-dessus du Maroc entre le 12 et le 18 juillet. Le 12, deux policiers à Had Kourt affirment avoir aperçu deux soucoupes volantes dans le ciel. Le même soir, des témoins affirment avoir vu plusieurs objets volants au-dessus de Youssoufia et Bouznika. Trois villes séparées par des centaines de kilomètres. Les 13 et 14, des OVNI sont signalés au-dessus de Casablanca, Mohammedia, Chichaoua ainsi que dans le ciel de Meknès. Le 18, les habitants de Dayet Aoua affirment avoir observé un objet ovale d'une vingtaine de mètres de long, phosphorescent et lumineux, décoller très rapidement du sol en laissant derrière lui une traînée bleue.

© DR

INCIDENT NUCLÉAIRE

Le 31 janvier 1958, au moment de décoller de la base aérienne de Sidi Slimane, un bombardier américain prend feu. Problème, il transporte une bombe nucléaire chargée. Le sujet est abordé à deux reprises par la CIA qui rapporte que des personnels américains, *"et peut-être des Arabes"* ont été exposés à des substances radioactives. L'incident est top secret. Il est classé comme *Broken Arrow*. Dans l'échelle des incidents nucléaires militaires, la seule chose plus grave est l'explosion accidentelle d'une bombe nucléaire. ■